



# Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest

N°281 - 16/11/2018



## ZOOM SUR...

### ... Sur le rapport annuel 2017 de la commission bancaire de l'UMOA

Le secteur bancaire de la zone UMOA continue de se développer à un rythme soutenu. Il comptait à fin 2017, **144<sup>1</sup> établissements de crédit agréés** (126 banques et 18 établissements financiers (EF) à caractère bancaire), soit six de plus qu'en 2016. Ensemble, ces établissements affichaient un total bilan (actif total) de **54 Mds EUR (+9% en glissement annuel)**. Entre 2010 et 2017, les actifs du secteur ont ainsi progressé à un rythme moyen annuel de **13,3%**. Le système comptait près de 11,5 millions de comptes clients (+11,3% en g.a.).

**Les secteurs bancaires ivoiriens et sénégalais détiennent plus de la moitié des actifs**, avec des parts respectives de 31,2% et 19%. Ils sont suivis de ceux du Burkina Faso (14,7%, 17 établissements), du Mali (12,7%, 16 EF) et du Bénin (9,8%, 15 EF).

#### ❖ Les groupes à capitaux africains dominent le marché

**Le paysage bancaire régional est dominé par 12 groupes bancaires** qui possèdent au total 77 établissements et cumulent environ 80% des actifs et 89% du résultat net global. Les cinq premiers groupes sont : la banque panafricaine **Ecobank** (8 filiales, 14% de part de marché), la banque Marocaine **Bank of Africa** (8 filiales, 10,5%), la **Société générale** (5 filiales, 9,8%), les Marocaines **Banque Atlantique** (8 filiales, 9,6%) et **Attijariwafa Bank** (8 filiales, 7,7%). **BNP Paribas** apparaît au 9<sup>ème</sup> rang (4 filiales, 4,1% de part de marché).

#### ❖ Des emplois tirés par les crédits et titres de placement

A fin décembre 2017, les emplois globaux ont progressé de 11% en g.a, pour s'établir à 46,7 Mds EUR. Ce taux est plus élevé que celui des ressources (+11,5%). **La structure des emplois reste dominée par les crédits à la clientèle (62%) et les titres de placement (25,3%)**. Les crédits à la clientèle ont augmenté de 12,4%, à 28,9 Mds EUR, composés principalement des crédits à court terme (moins de 2 ans, 46,6%) et de crédits à moyen et long termes (46,7%)<sup>2</sup>. **Les placements dans les titres publics n'ont augmenté que de 5,8%**, contre 26% en 2016 et 27% en 2015 ou encore 34% en 2014. Ce fort ralentissement reflète le resserrement de la politique monétaire par la BCEAO depuis fin 2016.

#### ❖ Le secteur reste globalement rentable mais porte des fragilités qu'il convient de surveiller

Le Produit net bancaire (PNB) a progressé de 10,8%, à 2,8 Mds EUR. **Grâce à une maîtrise des coûts d'exploitation et du coût du risque, le résultat net s'est accru de 29,3% pour se situer à 685,6 M EUR**. Toutes les places bancaires ont contribué à cette orientation favorable, sauf celle de la Guinée-Bissau. Le coefficient de rentabilité des fonds propres a atteint **14,4%** (contre en 13,5% 2016). S'agissant des fragilités, **le rapport souligne une hausse des créances en souffrance brutes, à 13% (5,6% en nettes des provisions)**. Au titre du respect du dispositif prudentiel, la situation globale est satisfaisante mais des efforts restent à faire dans certains pays. Par exemple, **le ratio moyen de solvabilité était de 11,7% (contre une norme de 8%)**. Seule la Guinée-Bissau est dans une situation critique, avec un ratio de 2,2%.

| Pays          | Nombre d'établissement en activité | Total actif (en Mds EUR) | Part de marché en termes d'actifs | Part de marché en termes de dépôts | Part de marché en termes de crédits |
|---------------|------------------------------------|--------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|
| Bénin         | 15                                 | 5,3                      | 9,8%                              | 0,9%                               | 8%                                  |
| Burkina Faso  | 17                                 | 7,9                      | 14,7%                             | 14,5%                              | 13,9%                               |
| Côte d'Ivoire | 30                                 | 16,9                     | 31,2%                             | 33%                                | 33,1%                               |
| Guinée-Bissau | 5                                  | 0,4                      | 0,7%                              | 0,6%                               | 0,5%                                |
| Mali          | 16                                 | 6,9                      | 12,7%                             | 12,1%                              | 4,6%                                |
| Niger         | 13                                 | 2,4                      | 4,4%                              | 3,8%                               | 12,5%                               |
| Sénégal       | 27                                 | 10,3                     | 19,1%                             | 19,8%                              | 21,5%                               |
| Togo          | 15                                 | 4                        | 7,4%                              | 7,1%                               | 6%                                  |
| <b>Total</b>  | <b>138</b>                         | <b>54,2</b>              | <b>100%</b>                       | <b>100%</b>                        | <b>100%</b>                         |

1 A fin 2017, 6 établissements de crédit agréés n'étaient pas encore opérationnels. De fait, tous les chiffres ne concernent que 138 établissements.

2 Le reste se répartit entre les créances en souffrance (5,6%) et les crédits-bails (1,1%).

### BURKINA FASO

---

#### **Le budget 2018 revu à la baisse**

L'Assemblée nationale a adopté la loi de finances rectificative 2018 dans laquelle le budget a été revu à la baisse. L'Etat envisage de réaliser désormais 1 700,9 Mds FCFA (290 M EUR) contre 2 018,15 Mds FCFA (307 M EUR) prévus initialement en termes de recettes et 2 000,2 Mds FCFA (305 MEUR) de dépenses contre 2 441,3 Mds FCFA (372 MEUR). Le réajustement fait notamment suite au contexte socioéconomique et à la situation sécuritaire particulièrement difficiles auxquels le Burkina Faso doit faire face. La ministre déléguée chargée du Budget, Edith Clémence Yaka, a néanmoins assuré que le réajustement ne devrait pas impacter les appels d'offres déjà lancés. Elle a toutefois pointé du doigt l'urgence de maîtriser l'évolution de la masse salariale avec le risque qu'elle dépasse les 55% des recettes fiscales en 2019 contre 53% actuellement.

#### **Nouveau mécanisme de détermination des prix des hydrocarbures**

Le Conseil des ministres du Burkina Faso du 8 novembre 2018 a adopté un rapport relatif à la sécurisation de l'approvisionnement du Burkina Faso en hydrocarbures à travers un Schéma d'apurement de la dette de l'Etat vis-à-vis de la Société nationale burkinabè d'hydrocarbures (SONABHY) et d'un nouveau mécanisme de détermination des prix des hydrocarbures. Le Conseil a ainsi décidé d'une hausse de 75 FCFA (0,11 EUR) par litre du prix à la pompe de l'essence super et du gasoil à compter du 9 novembre 2018. Les prix à la pompe des hydrocarbures, le Super 91 et le Gasoil, passent respectivement de 602 à 677 FCFA (1,03 EUR) et de 526 à 601 FCFA (0,92 EUR).

### COTE D'IVOIRE

---

#### **Trafic en hausse de 31% au Port de San Pedro fin 2017**

Le port autonome de San Pedro a enregistré un trafic global café-cacao de 1 036 276 tonnes en 2017, soit une hausse de 31%. Un volume historique de 1 030 000 tonnes de cacao a été réalisé, réaffirmant la place de premier port mondial d'exportation de cacao.

### MAURITANIE

---

#### **Les exportations de la SMCP se chiffrent à (604 M USD environ 531,5 M EUR) au cours 10 premiers mois 2018**

Les exportations de la Société mauritanienne de commercialisation du poisson (SMCP) ont atteint 604 M USD (environ 531,5 M EUR) au cours des 10 premiers mois de l'année 2018. La pêche représente entre 40 et 50% des exportations mauritaniennes et environ 12% de son PIB. La SMCP, détenue à hauteur de 70 % par l'Etat mauritanien et 30 % par des privés locaux, détient le monopole d'exportations des produits halieutiques congelés, pêchés dans les eaux mauritaniennes.

#### **Hausse des échanges extérieurs mauritaniens au cours du deuxième trimestre 2018.**

Au cours du deuxième trimestre 2018, les échanges commerciaux de la Mauritanie avec ses partenaires commerciaux ont été évalués à 55 692 M MRU (1,34 M EUR), en hausse de 19,5 % par rapport au trimestre précédent mais en baisse de 11,2% en glissement annuel. Au terme de ce trimestre, l'Europe reste le premier partenaire commercial de la Mauritanie avec 57,8 % des échanges extérieurs. L'Espagne (18,7 %), la France (13,7 %), la Belgique (13,5%), la Suisse (7,7 %) et le Royaume-Uni (7,3 %) sont les principaux partenaires européens de la Mauritanie.

## NIGER

---

### **Au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, la Chine est le premier fournisseur du pays (1/4 des importations)**

Selon des chiffres de l'Institut national de la statistique du Niger, la Chine s'impose comme la principale origine des importations du Niger au premier trimestre 2018, avec 24,4% des importations totales nigériennes achetées (83,8 Mds FCFA soit 127 M EUR). Ce pays est suivi par la France (20,6%), la Thaïlande (9%), les Etats-Unis (6,6%) et le Nigéria (6,4%). Par contre, la Chine ne figure pas dans le trio de tête des clients du Niger, au contraire de la France (25,7%) ou encore du Nigéria (19,5%).

## ENTREPRISES & FINANCEMENTS PROJETS

---

## BENIN

---

### **Le financement du projet de réhabilitation du corridor routier Cotonou-Niamey est bouclé**

Un accord de prêt signé entre l'Etat béninois et le fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID) a été transmis à l'Assemblée Nationale pour ratification. D'un montant de 13,2 Mds FCFA (20,1 M EUR), ce prêt complète celui déjà octroyé par la BID (Banque Islamique de Développement) en avril 2018, d'une valeur de 65 Mds FCFA (99,1 M EUR). L'investissement public sur ressources extérieures, qui se monte au total à 78,2 Mds FCFA (119,2 M EUR), consacrera la réhabilitation du tronçon routier Bérébouay-Malanville (169,4 km), avec l'engagement de dépenses sociales connexes (aménagement de 65 km de pistes rurales, construction de salles de classe, centres de santé, marchés, latrines etc..).

## BURKINA FASO

---

### **Renforcement de la coopération avec l'UE**

Le Président du Burkina Faso a signé avec l'UE deux nouveaux accords d'un montant de 15 M EUR visant à soutenir la culture et l'égalité des genres au Burkina Faso. Le premier (10 M EUR) couvre la période 2018-2022 et met l'accent sur la création d'emplois dans les filières culturelles prioritaires que sont l'image (cinéma et vidéo), les arts de la scène (musique, théâtre, conte, danse), l'artisanat d'art et les arts appliqués. Le deuxième accord (5 M EUR) vise à soutenir l'action du gouvernement dans les trois domaines suivants : l'établissement d'un budget de l'Etat burkinabé, la lutte contre les violences sexistes et la participation des femmes au processus de décision politique. Ces nouveaux engagements financiers font partie de la coopération globale de l'UE avec le Burkina Faso, évaluée à environ 980 M EUR entre 2014 et 2020.

### **Une hausse de 4,1% pour l'aide publique au développement**

Selon le rapport sur la coopération pour le développement de 2017 publié le 8 novembre 2018 par la Direction générale de la coopération (DGCOOP), l'aide publique au développement (APD) en faveur du Burkina Faso a augmenté de 4,1% entre 2016 et 2017. Le montant total s'élève à 663,1 Mds FCFA (1,14 Md USD) en 2017 contre 649 Mds FCFA (1,08 Md USD) en 2016. Les secteurs les plus soutenus par cette aide sont le secteur sylvo-pastoral (260,2 M USD) et le suivi de l'environnement-eau-assainissement (194,4 M USD). Le volume le plus important d'APD provient des partenaires multilatéraux avec un montant de 649 M USD (71,7% de l'APD), suivis des partenaires bilatéraux (424,9 M USD) et des ONG (65,8 M USD). Les principaux donateurs sont : la Banque mondiale (196,6 M USD, soit 17,3% de l'APD totale), l'Union européenne (17%), les Nations-Unies (10%), les Etats-Unis (9,2%) et la France (7,3%).

## COTE D'IVOIRE

---

### **Investissement du groupe français SATOL dans la transformation de manioc**

Le groupe français SATOL a officiellement lancé la phase opérationnelle de son projet de transformation de manioc, faisant suite aux études techniques et financières permises par l'octroi

d'un fond FASEP par le ministère français de l'Economie et des finances. Approvisionnée de 400 t de racines de manioc par jour provenant de 20 000 ha, 85% en plantation en propre et 15% villageois, l'usine produira 38 000 t par an de farine et amidon. Elle créera 360 emplois directs et 1000 indirects dans la phase concernant la production alimentaire, qui nécessite un investissement de 48 M EUR. Elle sera complétée par une production de bioéthanol, pour se positionner comme le premier acteur des dérivés du manioc en Côte d'Ivoire et dans la sous-région.

### **Le groupe français Soufflet compte s'implanter en Afrique de l'Ouest**

Pour développer ses activités dans la région, le plus gros manutentionnaire de grains d'Europe, exerçant dans la collecte, la transformation et le négoce, prévoirait une implantation en Afrique de l'Ouest, selon Reuters. Vraisemblablement situé en Côte d'Ivoire, il inclura un laboratoire d'analyse et un centre de formation de minotiers, offrant un appui technique aux clients. L'Afrique de l'Ouest est un marché clé pour le blé français et cette annonce intervient dans un contexte où il perd du terrain, depuis la récolte de 2016, au profit du blé russe. Soufflet a commercialisé en 2017/18 un total de 7,7 Mt de céréales, d'origine française à deux-tiers et roumaine ou ukrainienne pour le reste, pour un chiffre d'affaire de 4,5 Mds EUR.

## **GUINEE**

---

### **Guinea Alumina Corporation (GAC) réceptionne ses premières locomotives**

Guinea Alumina Corporation, l'un des plus importants projets bauxitiques en Guinée (environ 1,4 Md USD d'investissement), a réceptionné ses deux premières locomotives fabriquées aux Etats-Unis. Chaque engin roulant peut manœuvrer jusqu'à 120 wagons en pleine charge pesant plus de 10 200 tonnes. L'arrivée de ces deux locomotives marque une étape importante pour le développement de cet ambitieux projet dont les premières exportations de bauxite auront lieu au second semestre 2019 pour une production annuelle de 12 millions de tonnes de bauxite. Pour rappel, le sous-sol guinéen abrite plus du tiers des réserves mondiales de bauxite (25 milliards de tonnes).

## **MAURITANIE**

---

### **Signature d'un contrat de gré à gré en PPP avec ARISES Mauritanie S.A,**

Le comité interministériel du développement des partenariats Publics-Privés (PPP), a attribué à la société ARISES Mauritanie-SA (filiale de la société singapourienne OLAM) la construction et l'exploitation d'un terminal à conteneurs ainsi que la construction d'une jetée pétrolière au port autonome de Nouakchott. Ce contrat a été passé en gré à gré sur une durée de 30 ans. Cette procédure est prévue par la nouvelle législation sous réserve de remplir certaines conditions, en particulier l'évaluation préalable du projet et l'étude de soutenabilité budgétaire. Officiellement, l'opérateur verserait à la Mauritanie 50 USD pour chaque conteneur de quarante pieds, 75 USD pour chaque conteneur de 70 pieds et 2 USD pour chaque mètre cube de carburant. Les revenus prévus seront de 550 M USD, pour un investissement de l'ordre de 390 M USD et la création de 500 emplois permanents au cours de la durée du contrat.

## **TOGO**

---

### **L'entreprise française LEGRAS INDUSTRIES exporte pour 3,5 M EUR de matériel roulant**

Une cérémonie de réception de matériel roulant fourni par la société française LEGRAS INDUSTRIES au profit de la NSCT (Nouvelle Société Cotonnière du Togo) s'est tenue mercredi 7 novembre sur le site de l'usine d'égrenage de Talo à Atakpamé (160 km de Lomé). Le marché, d'un montant de 2,3 Mds FCFA (3,5 MEUR), avait été remporté en septembre 2016 par la société à l'issue d'une procédure d'appel d'offre international. Le matériel roulant neuf (20 véhicules de collecte) permettra à la société d'Etat en charge de la filière coton de renouveler son parc automobile devenu vétuste, en vue d'optimiser la chaîne logistique, dans un contexte d'accroissement des volumes récoltés (+8% entre la campagne 2016/2017 et 2017/2018, portée à 117 000 tonnes).

### ACTUALITE REGIONALE

---

#### **Installation du conseil international consultatif du cajou (CICC) en Côte d'Ivoire**

Depuis le 12 novembre, le siège du CICC est établi à Abidjan. Issu d'une volonté remontant à 2014 lors de la 1<sup>ère</sup> édition du SIETTA, l'acte d'adhésion au CICC a été signé en avril 2016 par les 10 pays producteurs : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Guinée, Ghana, Sénégal, Tanzanie et Togo. Il comprend 2 organes permanents, le conseil des ministres et le secrétariat exécutif, et 3 organes non permanents, la conférence scientifique, la commission pour la promotion et le développement du secteur privée et le collège pour la production agricole. Son rôle est d'identifier les problèmes de la filière anacarde et de proposer des solutions pour son développement durable. Pour rappel, l'Afrique de l'Ouest assure 45% de la production mondiale de noix de cajou. La Côte d'Ivoire, en particulier, est le 3<sup>ème</sup> producteur mondial, derrière l'Inde et le Vietnam en 2016 (FAOSTAT).

### COTE D'IVOIRE

---

#### **3<sup>ème</sup> édition du Salon international des équipements et des technologies de la transformation de l'anacarde (Sietta)**

7500 participants venus de 37 pays se sont réunis autour du thème « La transformation locale génératrice de valeur ajoutée opportunités pour la jeunesse ». L'Afrique ne transforme que 6% des récoltes, la Côte d'Ivoire 10% pour une quantité commercialisée de 673 236 t. Le Conseil du Coton et de l'Anacarde prend des mesures pour accélérer la transformation, politique de quota, mécanisme de garantie, régulation du prix de vente et identification de zones agroindustrielles. De plus, les équipementiers locaux émergent et la filière est appuyée par les prêts du Projet de promotion de la compétitivité de la chaîne de valeur de l'anacarde (PPCA) de la Banque Mondiale.

### MAURITANIE

---

#### **Nomination d'un nouvel administrateur à la société industrielle et minière (SNIM)**

Le conseil d'administration de la société industrielle et minière (SNIM) a approuvé la nomination de Hacena O. Ely au poste d'administrateur directeur général de la SNIM. Il succède à ce poste M. Mohamed Salem O. Béchir, nommé premier ministre. M. Hacena a occupé dans ses anciennes fonctions le poste de directeur général du port autonome de Nouakchott. Son arrivée à la SNIM s'inscrit dans un contexte difficile, marqué par l'accumulation de dettes et la baisse de la production.

### NIGER

---

#### **Tenue du forum des jeunes entrepreneurs**

A l'occasion de la semaine mondiale de l'entrepreneuriat, le Niger a organisé le 12 novembre un forum des jeunes entrepreneurs (FJE). L'objectif était de sensibiliser les jeunes sur l'importance de l'entrepreneuriat et leur montrer des méthodes de réussite pour ceux qui veulent entreprendre. Les échanges ont porté en particulier sur la culture entrepreneuriale au Niger, le mécanisme de financement des entreprises et l'agrobusiness. Selon le ministre de l'Entrepreneuriat des jeunes, Ibrahim Issifi Sadou, ce type d'événement a pour but d'explorer les opportunités mais aussi de lever les obstacles auxquels peuvent être confrontés les jeunes entrepreneurs grâce aux échanges et au partage d'expériences.

#### Copyright

*Lettre réservée à la seule utilisation des destinataires. Les articles ne peuvent en aucun cas être reproduits ou cotés. Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d'Abidjan (adresser les demandes à [abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr)).*

#### Clause de non-responsabilité

*Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.*



Auteur :

Service Économique Régional pour l'Afrique de l'ouest

Adresse :

17 B.P. 151 Abidjan 17

Abidjan

Côte d'Ivoire

| Indicateurs Pays (2017)                           | Bénin* | BF*  | CV*   | RCI** | Gambie* | Guinée** | GB** | Mali* | Mauritanie | Niger** | Sénégal** | Togo** | UEMOA* | ASS*    |
|---------------------------------------------------|--------|------|-------|-------|---------|----------|------|-------|------------|---------|-----------|--------|--------|---------|
| <i>Population (M hab.)</i>                        | 11     | 19   | 1     | 25    | 2       | 13       | 2    | 19    | 4          | 19      | 16        | 8      | 110,3  | 1 033   |
| <b>Macroéconomie</b>                              |        |      |       |       |         |          |      |       |            |         |           |        |        |         |
| <i>PIB (Mds\$)</i>                                | 9,4    | 13,2 | 1,7   | 40,3  | 1       | 9,1      | 1,3  | 15    | 5,1        | 7,9     | 16,2      | 4,8    | 114,2  | 1 529,1 |
| <i>PIB / Hab (\$)</i>                             | 825    | 696  | 3 212 | 1 615 | 471     | 702      | 762  | 794   | 1 321      | 421     | 1 007     | 622    | 1 035  | 1 480   |
| <i>Croissance PIB réel (%)</i>                    | 5      | 6    | 4     | 8     | 3       | 7        | 5    | 5     | 3          | 4       | 7         | 5      | 6,5    | 2,6     |
| <i>Inflation (%)</i>                              | 2,0    | 1,5  | 1,0   | 1,0   | 8,3     | 8,5      | 2,8  | 0,2   | 2,5        | 1,0     | 2,1       | 0,8    | 1,5    | 11      |
| <b>Finances Publiques</b>                         |        |      |       |       |         |          |      |       |            |         |           |        |        |         |
| <i>Déficit public (%PIB)</i>                      | -6     | -6   | -4    | -5    | -3      | -1       | -2   | -4    | 1          | -8      | -4        | -5     | -5     | -5      |
| <i>Dette publique (%PIB)</i>                      | 53     | 37   | 129   | 51    | 113     | 43       | 43   | 35    | 92         | 52      | 61        | 80     | 46     | 45      |
| <i>Pression fiscale (%PIB)</i>                    | 14     | 17   | 20    | 16    | 15      | 15       | 9    | 15    | 19         | 14      | 21        | 18     | 16     | -       |
| <i>Risque Pays<sup>3</sup></i>                    | B      | C    | B     | B     | -       | D        | -    | D     | D          | C       | B         | C      | -      | -       |
| <b>Echanges</b>                                   |        |      |       |       |         |          |      |       |            |         |           |        |        |         |
| <i>Balance commerciale (%PIB)</i>                 | -8     | -2   | -33   | 7     | -27     | -16      | 4    | -5    | -4         | -13     | -12       | -21    | -3     | -1      |
| <i>Exportations françaises vers<sup>4</sup></i>   |        |      |       |       |         |          |      |       |            |         |           |        |        |         |
| <i>(M\$)</i>                                      | 237    | 258  | 40    | 1 187 | 9       | 159      | 5    | 407   | 163        | 143     | 839       | 327    | 3 404  | 13 457  |
| <i>Importations françaises depuis<sup>5</sup></i> |        |      |       |       |         |          |      |       |            |         |           |        |        |         |
| <i>(M\$)</i>                                      | 5      | 20   | 0,5   | 871   | 6       | 146      | 0,3  | 12    | 48         | 243     | 83        | 12     | 1247   | 9211    |
| <i>Balance courante (%PIB)</i>                    | -9     | -7   | -6    | 2     | -9      | -25      | 0    | -7    | 11         | -19     | -5        | -8     | -6     | -3      |
| <b>Aspects qualitatifs</b>                        |        |      |       |       |         |          |      |       |            |         |           |        |        |         |
| <i>IDH<sup>6</sup></i>                            | 167    | 185  | 122   | 171   | 173     | 183      | 178  | 175   | 157        | 187     | 162       | 166    | -      | -       |
| <i>Doing Business<sup>7</sup></i>                 | 151    | 148  | 127   | 139   | 146     | 153      | 176  | 143   | 150        | 144     | 140       | 156    | -      | -       |
| <i>Environnement des affaires<sup>8</sup></i>     | C      | C    | B     | C     | -       | D        | -    | D     | D          | C       | B         | C      | -      | -       |

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

<sup>3</sup> Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

<sup>4</sup> Trade Map - 2016

<sup>5</sup> Trade Map - 2016

<sup>6</sup> PNUD – mars 2017 – Classement sur 188 pays

<sup>7</sup> Banque mondiale - octobre 2017 – Classement sur 190 pays

<sup>8</sup> Agence de notation COFACE – La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque